



**Solidaires** Union syndicale

144 Bd de la Vilaine 95019 Paris	Téléphone : 01 68 20 30 20 Téléfax : 01 43 37 62 34	contact@solidaires.org www.solidaires.org
-------------------------------------	--------------------------------------------------------	----------------------------------------------

*Le capitalisme financier détruit des milliers d'emplois  
et ruine les ressources de la protection sociale...*

## Nos retraites

**B. Hortefeux « ne voit que 3 solutions »**

- Diminuer les pensions.
- Augmenter la durée de cotisations.
- Retarder l'âge de la retraite.

*L'Union syndicale Solidaires rappelle la 4<sup>ème</sup> possibilité :*

Reprendre un peu des cadeaux faits à la minorité de très riches :

- 360 milliards aux banquiers,
- 32 milliards « d'aide à l'emploi » pour les patrons qui licencient,
- 14 milliards du paquet fiscal qui profite aux plus riches,
- 8 milliards de taxe professionnelle qui ne sera plus payée,
- 4 milliards grâce à la défiscalisation des heures supplémentaires.

**Pour que tous bénéficient du progrès social, au lieu de régresser !**

cohérence du système ferroviaire en confiant la gestion des gares et triage Fret à RFF. Sans surprise, c'est une nouvelle fois le model Allemand qui sert de référence, oubliant qu'en Allemagne une politique des transports favorisant un ré-équilibre modal à été mise en oeuvre dès l'an 2000, alors que la France donnait encore priorité à la route. Sans surprise ce rapport omet de dire que le différentiel sur les coûts de production entre la SNCF et les entreprises ferroviaires privées relève du choix politique du gouvernement d'instaurer des règles sociales et de travail minimales permettant un dumping social et une concurrence déloyale. Les quelques «idées» de ce rapport qui méritent d'être étudiées ne permettront en rien d'atteindre les objectifs du Grenelle de l'environnement. De même la tentation de reporter une grande partie du wagon isolé (messagerie ferroviaire) sur la route est une aberration au regard des objectifs de développement durable. La fédération SUD-Rail considère que compte tenu des enjeux climatiques, sociaux et d'aménagement du territoire, le Fret ferroviaire relève de l'intérêt général et devrait être partie intégrante des missions de service public assurées par l'entreprise nationale SNCF. La fédération SUD-Rail mettra tout en oeuvre pour mobiliser les cheminots contre une filialisation, des solutions qui éclateraient un peu plus le système ferroviaire et ne répondraient en rien à la nécessité de développer un Fret ferroviaire de service public. St-Denis, le 18 juin 2009

**C**ette note hebdo est réalisée à partir d'articles de divers journaux, revues et autres lectures.

Son objectif est de contribuer à faire circuler l'information, à susciter réflexions et débats, indispensables dans la période présente.

Certaines idées contenues dans les résumés publiés ici peuvent refléter des positions discutables, c'est justement leur intérêt. Souhaitons qu'elles alimentent nos propres réflexions.

## SNCF

### COMMUNIQUE DE PRESSE Fédé Rapport du député Yanick Paternotte sur le Fret ferroviaire.

**C**e rapport à l'état de «projet» est consultable sur le site personnel du député. Sans surprise il fait éloge du libéralisme et prône encore plus de concurrence pour revitaliser le Fret ferroviaire. Sans surprise, le président de la commission Patrick Ollier l'ayant déjà annoncé à la presse, le rapport propose de filialiser la branche Fret de la SNCF et de briser encore un peu plus la

### Le Fret a-t-il un avenir ferroviaire ?

**U**n rapport de parlementaires conclut à la filialisation, tandis que la SNCF essaie de convaincre les organisations syndicales de la nécessité d'abandonner le wagon isolé et de transférer du fret ferroviaire sur la route.

La direction entend utiliser l'été à dresser un «constat partagé» avec les organisations syndicales sur l'aspect économique, avant d'annoncer ses décisions vers mi-septembre. Son but est d'essayer de limiter l'action syndicale à l'accompagnement social des restructurations à venir. La CFDT et l'UNSA semblent déjà prêtes jouer le jeu. Le rapport de l'expert du CCE, même s'il dit que l'abandon du wagon isolé serait une erreur stratégique, va dans le sens du constat partagé sur l'aspect économique. Les décisions, on peut le parier, porteront notamment sur l'abandon du trafic de wagons isolés, à l'exception peut être de la Chimie. Evidemment, un de nos axes sera de peser publiquement sur ce choix, clairement anti-écologique et contraire aux discours gouvernementaux sur l'environnement.

La direction SNCF transférera une partie du trafic ferré sur la route, grâce à GEODIS. Cette mesure serait sans doute de nature à améliorer les comptes de Fret SNCF EPIC, mais au prix de quelques dizaines de milliers de camions supplémentaires sur les routes. Mais, la création des filiales produit dénommées "Frégates" où l'on transfère des trafics non déficitaires, va, elle, avoir un effet inverse et entraîner une dégradation du compte séparé de Fret SNCF EPIC, d'autant qu'une partie des WI seront toujours réalisés en déficit etsans doute sans subventionnement. On sera donc dans une situation où les comptes branches TL seront en amélioration mais où les comptes séparés de Fret EPIC seront tellement catastrophiques qu'ils pourraient servir à démontrer l'efficacité de l'organisation en filiales, de justificatif à l'arrêt de cette activité au sein de l'EPIC et donc un basculement complet du reste des trafics vers les différentes filiales du groupe.

Blayau procède en réalité à un si-phonage au profit de filiales de droits privé de ce qui reste rentable (rentable dans le grand bazar actuel du marché capitaliste du transport, s'entend) au sein de l'activité de fret ferroviaire SNCF.

L'analyse à chaud du rapport du CCE nous amène à devoir insister sur un point central de la problématique, à savoir l'analyse de la pertinence du Fret dans un marché où le mode dominant (la route) est de

fait subventionné par la collectivité puisqu'il ne paie pas les coûts sociaux et environnementaux. Par conséquent, nous devons reprendre notre discours sur la question de la politique des transports, en rappelant qu'avec un transport routier intégrant les coûts sociaux et environnementaux, la pertinence du fer serait bien évidemment plus large. Nous travaillons sur une expression SUD-Rail développant ces aspects (même si nous l'avons déjà fait, il faut insister), en tenant compte de l'actualité (l'écologie médiatisée, loi Grenelle à l'assemblée, projet d'éco-taxi). Un tract en imprimerie sera réalisé cet été. Le fret sera-t-il l'élément déclencheur d'une grande action, avec des associations soucieuses de l'environnement ?

## RETRAITES

### 67ans et puis quoi !

C'est confirmé, l'âge de la retraite est à nouveau l'objet de toute l'attention de nos dirigeants sous la houlette du nain. Ce n'est plus un sujet tabou disent-ils, comme s'ils n'avaient pas déjà légiféré sur le sujet. Le déficit annoncé de 7,7 milliards d'euros en 2009 de la branche retraite n'est qu'un nouveau prétexte pour poursuivre l'oeuvre inachevée. Achevée, elle le sera quand la répartition aura cédé la place à la capitalisation. En effet, qui peut croire que les salariés sont prêts à travailler jusqu'à 67 ans. La réalité, c'est qu'ils continueront de partir avant, avec une pension réduite au minimum qu'ils compléteront, du moins ceux qui en auront les moyens, par le recours à des placements boursiers que géreront des fonds de pension, bien entendu, à condition qu'une crise ne passe pas par là ! Financer les 25 milliards d'euros nécessaires à l'horizon 2020 pour les retraites n'est pas difficile si l'on s'attaque au chômage, aux cadeaux fait aux entreprises, aux fraudes fiscales, aux cadeaux fiscaux, de 7 à 10 milliards, faient aux riches...

La vraie question dans ce remake porte sur l'attitude des directions des organisations syndicales confédérées et réformistes. Rejoueront-elles le scénario des années passées : accepter de discuter, pas d'appel à la grève générale et cas-

ser le mouvement là où ça bouge ! Quand on regarde leur attitude depuis le début de l'année et leur stratégie de journées à répétition, le pire est à craindre. C'est pas en 2010, le jour où ça viendra sur la table qu'il faudra agir..., c'est tout de suite en ajoutant la question au reste. En septembre, paraît-il, selon la météo sociale, ça devrait s'agiter. Il serait temps avant que le nain et ses sbires nous bouffent tout cru !

## SOCIAL

### Smic, la multiplication des pains avec 11 centimes d'euros en plus

Cela fera la 3ième année consécutive que le smic n'aura eu aucun coup de pouce du gouvernement. Au 1er juillet, il passera de 8,71 à 8,82 euros bruts de l'heure, soit 11 centimes d'euros (+1,3%) d'augmentation. Un salarié travaillant 35h par semaine et au smic verra son salaire mensuel brut passer de 1 321,02 à 1 337,70 euros, soit 1 051 euros nets. Tout juste de quoi se payer une baguette de pain par jour !!

Ce sont environ 3,4 millions de personnes, dont 2,19 millions dans le privé, qui vont ainsi bénéficier de cette générosité voulue par le Président du pouvoir d'achat. Pour près de 940 000 salariés à temps partiel payés sur la base du smic, la multiplication des pains sera encore moindre. N'est pas Jésus qui veut !

### Fric et privilèges avec nos impôts

Si pour le smic, il n'y a pas de fric, ailleurs ça va pas mal... merci !

Un voyage présidentiel à Nancy, coût : 2,35 millions d'euros ! Dépenses du château d'Élysées, coût 113 millions d'euros ! Un avion présidentiel Airbus A-330 en cours d'aménagement, coût : 100 millions d'euros ! Frais de représentation, de déplacements, de communications des divers ministères pour 2007, coût : plus de 61 millions d'euros ! Rien que l'entretien des 12 voitures du ministère de la défense, coût pour 2007 : 52 700 euros ! Défraiement des députés et sénateurs, coût 15 millions d'euros ! A toutes ces sommes, il faudrait ajouter celles perçues par les cumu-

lards de fonctions au sein des collectivités territoriales !

Certes, des besoins existent mais les niveaux atteints sont largement disproportionnés d'autant plus dans les périodes où, paraît-il, nous sommes tous sur le même bateau. A l'évidence, c'est loin d'être le cas et certains, sans scrupules, continuent de mener grand train aux frais du contribuable, ou continuent d'avoir des privilèges largement supérieurs aux quelques avantages dont bénéficient de soi-disants nantis : 40 voyages aller-retour en avion entre Paris et la circonscription, plus 6 hors circonscription, carte nominative gratuite de la SNCF en 1ère classe et de la RATP, plafond de 2 750 euros par an pour le taxi, 15 000 euros d'achats d'équipements informatique tous les cinq ans, 6 000 euros d'abonnement et de communications téléphoniques en plus de la ligne gratuite à l'assemblée nationale, gratuité pour le courrier, prêts immobiliers à 2% sur dix ans d'un montant moyen de 76 225 euros, tout ça par député... Au Parlement européen, il en va de même : aux 7 600 euros d'indemnité mensuelle que perçoit un député, s'ajoutent 4 000 euros mensuels pour les frais administratifs (téléphone, ordinateurs...) et 17 500 euros par mois pour l'embauche d'assistants et de secrétaires ce qui permet à certains d'embaucher toute la famille ou de faire du bénéf' en recrutant des stagiaires précaires. Un exemple au sein de la Commission européenne, celui de Mr Barrot : en octobre prochain s'il quitte la commission, il percevra 420 319 euros au titre d'indemnités de "déménagement et de transition" afin de lui garantir le même train de vie pendant trois ans. En outre, il pourra toucher une pension de retraite à vie de 4 728 euros par mois, sans avoir cotisé un copec ! C'est y pas beau la vie...

## SYNDICALISME

### Appel pour la relaxe des 28 syndicalistes de l'USTKE

Le procès de 28 syndicalistes de l'USTKE (Union des Syndicats des Travailleurs Kanaks et des Exploités) s'est tenu à Nouméa le 16 juin. Le procureur a requis de lourdes

peines de prison : 15 mois ferme contre Gérard Jodar, le président du syndicat, de 3 mois à 1 an ferme contre six autres militants et des peines avec sursis pour les autres. Le verdict doit être rendu lundi 29 juin. Ce qui s'est passé lors de la journée de mobilisation du 28 mai à Nouméa : au cours d'un rassemblement organisé par l'USTKE le 28 mai dernier à l'aérodrome Magenta à Nouméa les forces de l'ordre sont intervenues violemment contre les syndicalistes venus soutenir les employés d'Air Calédonie en lutte depuis 3 mois contre un licenciement abusif. Face à une pluie de grenades lacrymogènes dont certaines envoyées en tir tendu, les syndicalistes se sont repliés sur le tarmac et certains se sont réfugiés dans les avions en stationnement. 28 militants dont le président du syndicat, et plusieurs membres de la direction ont été arrêtés et inculpés «*d'entrave à la circulation d'un aéronef*» (les avions étaient vides et en stationnement) et détérioration d'un aéronef alors que ce sont les policiers et gendarmes qui ont fait des dégradations en intervenant violemment dans les avions. Quatre d'entre eux ont été placés en détention provisoire quelques jours et deux responsables de la fédération du bâtiment sont toujours incarcérés.

L'USTKE est le premier syndicat du territoire, la répression et la criminalisation de son action est la marque de la volonté de l'Etat dans cette colonie de casser le syndicat par tous les moyens. Depuis l'arrivée sur le territoire du haut commissaire Dassonville, l'équivalent du préfet dans les colonies, les condamnations à de la prison et à de lourdes amendes se multiplient. Le jour même des affrontements sur l'aérodrome, le haut commissaire, dans une conférence de presse a prétendu que des explosifs avaient été trouvés dans les avions ce qui bien entendu s'est révélé faux. Mais ces propos visaient à assimiler le combat syndical au terrorisme pour salir l'action des militants.

En 2008, 22 membres de l'USTKE ont été condamnés à de la prison ferme pour les affrontements qui avaient suivi l'intervention, à 2 heures du matin, des gendarmes mobiles contre le piquet de grève à la société CARSUD. Les accusés ont aussi écopé de 140 000 euros

d'amende...

Nous dénonçons la répression policière et judiciaire systématique contre l'USTKE et ses militants. Nous appelons à soutenir les syndicalistes de l'USTKE et exiger l'arrêt des poursuites contre eux et leur relaxe pour éviter que ne s'instaure à partir de cette lointaine colonie une jurisprudence dangereuse pour tous les militants syndicaux.

Collectif SOLIDARITE KANAKY – <http://www.solidaritekanaky.org>

## ENVIRONNEMENT

### La taxe carbone, un écotadget ?

Le débat sur une écotaxe "climat et énergie" est relancé. En clair, il s'agit d'instaurer un signal prix pour inciter les consommateurs à acheter moins de biens et de services voraces en énergie fossile. Cette taxe serait supportée par les entreprises et les ménages. Le problème est que l'efficacité d'une telle mesure est loin d'être démontrée. L'augmentation du prix du carburant de 66% entre 1995 et 2006 n'a pas empêché la consommation des particuliers d'augmenter de 7,6% sur la période.. D'autre part, comme toute fiscalité indirecte, cette écotaxe pèsera plus lourdement sur les ménages les plus pauvres, d'autant que les entreprises ne manqueront pas de repercuter sur leurs prix celle-ci. Certes, le produit de cette taxe serait redistribuée sous la forme d'un "chèque vert" pour les particuliers. Mais qui en profitera ? D'autre part, les entreprises se verraient compenser cette taxe sous la forme d'abaissements de charges sociales, ceci à l'heure où le déficit de la Sécu est brandi pour justifier une nouvelle réforme. Curieux non ! Enfin, cette taxe ne concernerait que les émissions de gaz à effet de serre, donc épargnerait la production d'électricité. Les usages de l'électricité tous azimuts pourront continuer pour le plus grand intérêt d'EDF et du lobby nucléaire. Autant de raisons qui laissent perplexes, et, comme la collecte espérée s'élèverait entre 5 et 6 milliards d'euros, on est bien loin des besoins nécessaires à une véritable politique de réorientation écologique de l'économie française.

## Pour les droits des migrant-e-s, pour les droits de toutes et tous !

Ces derniers temps, la ville de Calais a fait parler d'elle, comme le symbole de la répression contre les migrants et leurs soutiens. Cette situation dure depuis longtemps, trop longtemps. Après la fermeture du camp de Sangatte, c'est l'acharnement contre des migrants et la criminalisation des soutiens pour « délit de solidarité » qui fondent la politique du gouvernement...

**POUR LES DROITS DES MIGRANTS  
CONTRE LE DELIT DE SOLIDARITE**



**A CALAIS LE 27 JUIN 2009**

**RDV 10H AU PHARE DE CALAIS**

**MANIFESTATION TRANSNATIONALE POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION**

PREMIERS SIGNATAIRES:  
AC ! REGION NPDC- AC ! METROPOLE LILLOISE - LES ALTERNATIVES - ALTERNATIVE LIBERTAIRE - ACTI POUR LA CITOYENNETE AU MAROC - ASSOCIATION POUR LA CITOYENNETE EN ALGERIE - ASSOCIATION LA NOUVELLE GENERATION DU NORD - ATTAC ROUBAIX TOURNAI - ATTAC VALENCIENNES - BÜROGRUPPE PALERMO (ALLEMAGNE) - CHICHE! LILLE - COMITE DES SANS PAPIERS 59 - COORDINATION NATIONALE DE TRAVAIL - COORDINATION DES GROUPES ANARCHISTES - ELAF #1 - FEDERATION ANARCHISTE - FEDERATION NATIONALE SUD SANTE SOCIALE - FEDERATION SUD ETUDIANTINE - FEDERATION SUD EDUCATION - LES FLAMANDS ROUX - GROUPE D'ANARCHISTES DE LILLE ET ENVIRONS - LA FEDERATION (GAUCHE ALTERNATIVE LILLE) - MARIÉ NOÛVE - MÉMOIRE VIVE - MRAP DENKERQUE - NO-RACISM.NET - NOUVEAU PARTI ANTI-CAPITALISME - REGION 59/63 METROPOLITAIN CGT - RELIQU NO BORDER UK - REST / UCIJ 04 - SGAD ESTERRE - SUD EDUCATION NORD PAS-DE-CALAIS - SYNDICAT NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - SYNDICAT UNIFIE DE BATIMENT / CNT 58 - TERRE D'ERRANCE NORENT-FONTES - UNION LOCALE CNT LILLE - UNION SYNDICALE DE LA PSYCHIATRIE - UNION SYNDICALE SOLIDAIRES NORD PAS-DE-CALAIS

*Nous considérons les droits humains comme indivisibles. Les nier pour quelques un-e-s, c'est les nier pour toutes et tous.*

### **NOUS REVENDIQUONS LA REGULARISATION DE TOUS LES SANS PAPIERS ET L'ABROGATION DE TOUTES LES LOIS SCALERATES REPRESSIVES ET SECURITAIRES.**

Partout, en France et en Europe, les sans papiers luttent pour le droit de circuler et de s'installer, le droit de vivre ici, d'étudier et de travailler... Famille, enfants, travailleurs et travailleuses, étudiants et étudiantes, chômeurs et chômeuses... Réfugié-e-s, exilé-e-s, immigré-e-s... Africain-e-s, Asiatiques, Sud Américain-es- et même Européen-ne-s (Europe de l'Est, Roms). Le ministère de Besson fait son propre tri, c'est l'immigration choisie. Un tri sélectif qu'ils opèrent au nom de la rentabilité financière, au nom de l'identité Nationale. Une politique qu'ils appliquent au profit du patronat.

*L'argent et les marchandises circulent à travers le monde, les humains doivent pouvoir circuler.*

### **NOUS REVENDIQUONS LA LIBERTE DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION POUR TOUTES ET TOUS !**

Dans un système capitaliste qui se nourrit de guerres militaires et économiques, le départ du pays devient une fatalité pour des millions de personnes dans le monde. La guerre, la misère, les dictatures, les changements climatiques forcent ces populations à l'exil. Palestine, Darfour, Afghanistan, Irak... la liste est trop longue pour être exhaustive.

Et les puissances occidentales s'enrichissent de ces fléaux ; elles conquièrent de nouveaux territoires, de nouvelles ressources et de nouveaux marchés. La division internationale du travail organise ainsi le partage inégalitaire des richesses planétaires : *toujours plus pour les riches, toujours moins pour les pauvres.*

### **CONTRE TOUTES LES GUERRES, QU'ELLES SOIENT MILITAIRES OU ECONOMIQUES, NOUS AFFIRMONS NOTRE SOLIDARITE AVEC LES PEUPLES OPPRIMES!**

Dans ce contexte de crise économique, la résistance des peuples et des individus se heurte à la répression du pouvoir. Les marches, les manifestations, les mouvements de grève, les actions de blocage et de réquisition doivent faire face à des effectifs policiers de plus en plus importants, de plus en plus effrayants (hélicoptères, arsenal répressif : flashball, tazer). Le système ne supporte pas qu'on fasse un seul pas de côté et déploie la violence d'Etat sur les salarié-e-s qui luttent contre les licenciements, les enseignants qui refusent la persécution des enfants, tous celles et ceux qui résistent à la délation et aux lois sécuritaires, les lycéens et étudiants qui luttent pour le service public d'Education, toutes les victimes de la crise, qu'ils soient chômeurs, sans papiers, Roms, malades psychiatriques, marginaux...

**MANIFESTATION A CALAIS LE 27 JUIN 2009**  
**RDV 10H AU PHARE DE CALAIS**